

Académie de Toulouse, Education Nationale	
Formation d'acteurs	Formation continue

## ***"Améliorer la prévention primaire et la réponse institutionnelle face aux consommations de substances psychoactives chez les adolescents"***

Lieu : Lycée Monteil RODEZ, Date: 27-28 septembre 2000

Organisateur : Lycée Monteil Rodez

### **Historique de la formation**

#### ***Un projet pour développer le partenariat***

Le facteur déclenchant a été une proposition de financement par le rectorat, qui bénéficiait de crédits alloués par la MILDT. La chef de projet avait la volonté de mettre en place une formation action. "J'ai jugé utile de mettre en place les formations pour faciliter le travail entre partenaires".

La formation étudiée ne relève pas directement de la politique départementale du chef de projet, mais des crédits délégués à la Direction de l'Enseignement Scolaire (DESCO) par la MILDT pour la mise en œuvre de formations intercatégorielles. Les crédits sont ensuite délégués par la DESCO aux rectorats. Le rectorat de Toulouse a reçu 122 550 F (soit 18 680 euros) pour 6 formations dont cette formation.

L'objectif de la formation "interprofessionnelle" était de "renforcer les échanges, harmoniser les réponses entre les personnes travaillant avec les jeunes et développer des réseaux".

La formation s'est déroulée sur 2 jours dans des établissements scolaires (lycée). Une médecin de santé scolaire, a donc appelé 3 chefs d'établissements scolaires situés dans des bassins différents pour leur proposer d'accueillir ces formations.

La formation était organisée par l'Education Nationale et destinée aux professionnels de l'Education Nationale, au personnel des Centre Communaux d'Action Sociale (CCAS), aux assistantes sociales, aux associations et aux parents d'élèves. La médecin de santé scolaire s'est chargée de proposer la formation dans son institution en la proposant aux chefs d'établissement, une autre personne s'est occupée des associations, et la DDASS s'est chargée des intervenants sanitaire.

Pour le Lycée Rodez, 36 stagiaires ont participé dont 31 femmes et 5 hommes. 3 personnes étaient issues du milieu associatif, 17 des collèges, 13 des lycées et 3 exerçant aussi bien en lycée qu'en collège. Il s'agissait de CPE, de professeurs, de médecins, d'infirmières, d'assistantes sociales et d'ouvriers d'entretien.

La formation s'est déroulée en deux temps : une table ronde d'une demie journée en présence de professionnels d'horizons différentes et ensuite l'intervention d'un expert. Avec tout d'abord des ateliers (sur le comportement à tenir face à un adolescent consommateur de cannabis, un adolescent alcoolisé et face à un réseau de vente de substance illicites) qui ont servi de base au travail réalisé sur l'ensemble de la session.

Les objectifs de la formation étaient de permettre aux professionnels de mieux répondre aux comportements de consommations de substances psychoactives chez les adolescents, d'améliorer la cohérence des réponses et de mieux connaître l'engagement des autres services afin de développer le partenariat.

Les intervenants ont abordé la prévention à partir des comportements, mais ont aussi amené les adultes à mieux gérer les situations de consommation et de trafic, redynamisé les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté et orienté les projets vers des actions de prévention globale.

Le choix des intervenants s'est fait en fonction de la méthode de formation choisie. Dans un premier temps, pour la table ronde, le médecin de santé scolaire a invité des acteurs des différents ministères (institutionnels) concernés par la problématique afin de "présenter les dispositifs locaux, de repérer les acteurs et voir ses propres possibilités". Les intervenants étaient pour le lycée Monteil de Rodez, le substitut du procureur, un médecin, un Formateur Relais Antidrogue (FRAD), une personne de la police, une personne de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), une personne du Comité Départemental de Prévention de l'Alcoolisme (CDPA) et une personne de la Jeunesse et des Sports.

#### **Contribution du Plan triennal aux résultats**

Une médecin de santé scolaire en collaboration avec une animatrice d'éducation populaire (J&S), a élaboré la formation en utilisant le matériel fourni par la MILDT notamment le SCC, le guide repère pour formation et le rapport Parquet.

Utilisation du matériel de la MILDT, BO de l'Education Nationale, le livret "Savoir plus, risquer moins".

Financement MILDT par le rectorat.

La contribution de la MILDT peut être considérée comme déterminante.

Dans un deuxième temps, un animateur est intervenu sur le contenu. Il s'agissait d'une personne de G.R.A.P.H.I.T.I (Groupe Réflexion Action Praticiens Hospitaliers) de Toulouse. Cette association étant "un acteur incontournable", selon la chef de projet, dans la région. Cette association est sollicitée notamment pour des actions de prévention. Le rôle de cette personne était d'articuler les ateliers, structurer les comptes rendu, les présenter et animer les débats.

Lors de cette journée et demi, "On a repris tous les éléments dans les ateliers pour dégager des axes de réflexion", le but étant de développer une réflexion qui pourrait servir de base par la suite dans les pratiques professionnelles. Certains des intervenants de la table ronde ont participé ensuite au reste de la formation permettant ainsi d'affirmer d'avantage le caractère interministériel de la formation.

## **Résultats de la formation**

### ***Le point de vue des organisateurs***

L'objectif de la formation était de faire en sorte que les participants se disent à la suite de la formation: "maintenant dans mon établissement, je me retrouve les manches" car il ne s'agissait pas de faire une formation sur les produits mais plutôt sur la "méthodologie d'action".

Selon les organisateurs, les participants se sont montrés volontaires et motivés pendant la formation en elle même ne semble pas suffire. "Quand un chef d'établissement dit que faire des actions de prévention représente un aveu qu'il y a des problèmes dans son établissement", il est donc difficile de faire évoluer les pratiques professionnelles et les représentations sociales en 2 jours.

Les participants éprouvent certaines réticences quant au discours de prévention globale. Selon les organisateurs, ils sont prisonniers d'un "double mouvement", d'un côté "ils observent une consommation forte d'alcool qui tend à prouver qu'il ne s'agit pas juste d'une question de caractère licite ou illicite, donc la loi n'a rien à faire là dedans mais en même temps, la loi oblige les responsables d'établissements à signaler la consommation de drogues illicites". Ils disent "il n'y a pas de fumée sans feu, si c'est interdit, il y a des raisons". De plus, il y a une remise en cause de leur propre consommation d'alcool.

Selon un intervenant, pour certain, "faire de la prévention devient vite faire du prosélytisme". "Les moyens mis en œuvre sont ridicules en comparaison des objectifs que se fixe la MILDT". La formation est trop

courte (2 jours) pour traiter l'ensemble des thématiques. "Ce n'est pas en détachant des experts pendant quelques jours qu'on peut obtenir des résultats" cela nécessite des relais et un accompagnement.

### ***Le point de vue des participants***

La majorité des participants de l'éducation nationale suivait pour la première fois une formation sur le thème de la prévention des conduites à risques. Une participante nous explique qu'elle ne rencontre pas de problèmes dans son établissement cependant elle a trouvé la formation "très intéressante" et pense qu'elle pourra lui servir dans l'avenir. Elle note aussi la qualité des échanges avec les participants venant de professions différentes (infirmières, CPE, assistantes sociales, médecins scolaires ou professeurs).

Le fait de mieux connaître les pratiques professionnelles des participants et des intervenants ainsi que le travail en atelier peut permettre un travail en partenariat cependant il ne nous a pas été donné l'occasion de rencontrer un exemple de ce type.

Lors de notre enquête réalisée auprès de 15 participants, 12 personnes nous ont expliqué que la formation leur a ouvert de nouvelles perspectives et 11 ont noté comme premier point fort de la formation les échanges avec certains participants. Un an et demi après la formation, sur les 15 participants interrogés 8 disent avoir renforcé leur réseau professionnel suite à la formation et 10 ont lancé des projets ou ont l'intention de le faire cependant. 11 personnes nous disent avoir changé assez peu ou pas du tout leur façon de travailler au quotidien.

## **Le contexte**

### *Politique départementale*

La chef de projet, qui est médecin inspecteur, a été nommée comme l'ensemble des chefs de projet. Elle a participé à un grand nombre de formations dont celle de Toulouse organisée par l'Ecole Nationale de Formation Agronomique (ENFA). Comme ses collègues de la région, elle a fait la demande auprès de la MILDT pour participer à de nouvelles formations.

Le schéma départemental a été mis en place en 1999.

En 1999, 4 groupes de travail ont été mis en place:

- Prévention
- Soins et insertion
- Communication
- Formation

Ces groupes sont constitués de personnel de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, de la Santé, des prisons, de la police et de la gendarmerie.

### *Existence d'autres formations*

Le groupe de travail prévention a mis en place toute une série de formations qui sont:

- Formation continue destinée aux médecins: sur le sevrage tabagique (fin 1999), hors crédits MILDT, Médecin référent nommé par la Direction Générale de la Santé (DGS).
- Formation continue destinée aux médecins et pharmaciens: Dans le domaine des produits de substitution, hors crédits MILDT.
- Formation pour le personnel des centres d'accueil et d'hébergement: (hors crédit MILDT), organisé par le CDPA. 6 jours de formation, 1 d'évaluation et 1 de supervision.
- Formation pour le personnel des maisons d'arrêt menée par des PFAD.
- Formation du personnel médical de l'éducation nationale pour le sevrage tabagique afin "d'inciter les jeunes à se faire sevrer."

Une formation destinée aux acteurs de prévention est en projet pour l'année 2002. Elle est pour le moment en discussion au niveau régional mais sera ensuite démultipliée au niveau de chaque département.

### ***Entretiens***

Chef de projet : médecin inspecteur

Intermédiaire : Médecin de santé scolaire (Rodez)

Formateur : Responsable de formation à Graphiti et chargé de recherche à l'OFDT

Participant : CPE, collègue